cependant, c'est que le détroit Juan de Fuca est très étroit. Il est donc légitime pour nous de nous assurer que les précautions sont suffisantes. Si elles nous paraissent l'être, nous les accepterons; autrement, nous protesterons.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Comme il y a eu un certain nombre de questions supplémentaires sur ce sujet, nous devrions peut-être passer à un autre. Nous pourrions y revenir si le temps nous le permet.

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

DEMANDE D'UN REPRÉSENTANT SYNDICAL
TENDANT À DES EXCUSES DE LA PART
D'UN MINISTRE

M. Robert Muir (Cap Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Expansion économique régionale. A-t-il reçu une communication du représentant général de la FCC et, du Cap-Breton, M. Gilbert MacIntyre, s'élevant contre une récente déclaration du ministre concernant ce syndicat et demandant des excuses officielles, et, dans l'affirmative, peut-il indiquer quelle suite on a donnée à cette demande?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, j'ai reçu cette lettre et le contenu en est erroné. Lorsque l'honorable député a lui-même mentionné le nom d'un syndicat, le 27 janvier dernier, il parlait non pas de la section locale 510, mais du syndicat des pensionnés, et c'est à cette question que j'ai répondu. Il n'a jamais été question de la section locale 510 dans ma réponse et je n'ai d'excuses à présenter à personne, car les faits ont tout simplement été mal interprétés.

[Traduction]

M. Muir (Cape Breton-The Sydneys): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. La déclaration du ministre est complètement erronée. Il m'a accusé d'une chose dont je ne suis pas coupable. J'ai bien mentionné la section 510 de la FCCET et, avec votre permission, j'aimerais approfondir cette question au moment de l'ajournement.

L'hon. M. Marchand: Je soulève la question de privilège, monsieur l'Orateur. Voici la question qui nous a été posée le 27 janvier par le député:

Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Puis-je lui demander s'il

[L'hon. M. Sharp.]

a reçu du syndicat des mineurs de charbon qui bénéficient d'une pension de retraite à Sydney Mines une plainte écrite...

Le député ne parlait pas de la section 510. Voici la réponse à sa question.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le ministre a soulevé la question de privilège et le député a invoqué le Règlement. Il m'a averti en outre qu'il posera à nouveau sa question au moment de l'ajournement. Je propose qu'on en reste là pour l'instant.

M. Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, avec tout le respect que je vous dois...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député soulève-t-il une question de privilège?

M. Muir (Cape Breton-The Sydneys): Oui, monsieur l'Orateur. Si le ministre veut bien vérifier au bon endroit dans le hansard, il verra que je n'ai pas adressé la question au premier ministre. La question dont je parle a été soulevée un autre jour. A cette occasion, le ministre a parlé d'un groupe de vieillards, de mineurs retraités, de pensionnés, etc. Je lui ai alors fait remarquer que c'était l'unité locale n° 510 de la FCCET, dont les membres sont actuellement employés dans la mine de charbon du Cap Breton, qui relève de la compétence du ministre au cas où il l'ignorerait. Je crois que le ministre devrait se reprendre à propos de ce que j'aurais dit. Lorsque j'ai posé la question au ministre ici même, c'était à une autre date. Je lui indiquerai à quelles pages du hansard il doit se reporter, mais je veux quand même être entendu aux couches-tard.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Donc, le député veut encore approfondir la question au moment de l'ajournement. Je le répète au ministre et au député, la chose peut faire l'objet d'une discussion très intéressante, mais je ne crois pas qu'elle puisse motiver la question de privilège en ce moment.

QUESTIONS OUVRIÈRES

DEMANDE DE MESURES LÉGISLATIVES EN
VUE DE LONGS PRÉAVIS DE CONGÉDIEMENT

M. Ed Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, comme la General Motors du Canada a annoncé aujourd'hui qu'elle congédierait un certain nombre d'employés d'Oshawa vendredi, après un préavis de deux jours seulement, et que nombre de ces employés ont jusqu'à 17 ans de service, j'aime-